COOPERATIVES AGRICOLES

Décret N° 67-64 du 27 février 1967, portant création de coopératives agricoles de mise en valeur et de polyculture.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu la loi n° 63-19 du 27 mai 1963, relative à la Coopération dans le secteur agricole et notamment son article 9;

Vu le décret n° 64-251 du 7 août 1964, relatif aux « Commissions Régionales de la Coopération Agricole »;

Vu l'avis de la Commission Régionale de la Coopération Agricole du Gouvernorat de Kasserine;

Vu l'avis du Secrétaire d'Etat au Plan et à l'Economie Nationale et des Sous-Secrétaires d'Etat aux Finances et au Développement et à l'Agriculture,

Décrétons :

ARTICLE PREMIER. — Sont créées les Coopératives Agricoles de Mise en Valeur et de Polyculture indiquées dans le tableau ci-après :

DENOMINATION	GOVERNORAT	DELEGATION	SIEGE SOCIAL	NUMERO d'immatriculation
Boulaaba	Kasserine	Kasserine	Boulaaba	56
Oued Derb	—	—	Oued Derb	57
Baten El Ghazel.....	—	Sbeitla	Baten El Ghazel	255
Aïn El Ksiba.....	—	Thala	Aïn El Ksiba	324
Aïn Jedeida	—	—	Aïn Jedeida	325
Aïn Defla	—	—	Aïn Defla	326
Sarai	—	—	Sarai	327
Labaiedh	—	Sbeitla	Labaiedh	328

ART. 2. — Le Secrétaire d'Etat au Plan et à l'Economie Nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 27 février 1967

P. Le Président de la République Tunisienne :
Le Secrétaire d'Etat à la Présidence et par délégation,

BAHI LADGHAM.

Vu la loi n° 60-1 du 12 mars 1960, portant loi organique du budget et notamment son article 11;

Vu la loi n° 66-79 du 29 décembre 1966, portant loi de finances pour la gestion 1967;

Vu le décret n° 67-1 du 2 janvier 1967, portant répartition par article des crédits ouverts par la loi de finances pour la gestion 1967;

Sur la proposition du Secrétaire d'Etat au Plan et à l'Economie Nationale,

Décrétons :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée l'ouverture par prélèvement sur le chapitre des dépenses imprévues d'un crédit complémentaire de 30.000 dinars ci-après, réparti au profit du budget titre I chapitre XI Secrétariat d'Etat à la Jeunesse, aux Sports et aux Affaires Sociales de la gestion 1967.

CREDITS COMPLEMENTAIRES

Décret N° 67-65 du 27 février 1967, portant ouverture de crédits complémentaires.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu le décret du 12 mai 1966, portant règlement sur la comptabilité publique, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

DIMINUTIONS	MONTANT	AUGMENTATIONS	MONTANT
<i>Article 90. — Dépenses imprévues.....</i>	30.000 D.	<i>Article 71. — Intervention indirecte de l'Etat dans le domaine social et culturel.....</i>	30.000 D.
Total.....	30.000 D.	Total.....	30.000 D.

ART. 2. — Le Secrétaire d'Etat au Plan et à l'Economie Nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 27 février 1967

P. Le Président de la République Tunisienne :
Le Secrétaire d'Etat à la Présidence et par délégation.

BAHI LADGHAM.

MARGES BENEFICIAIRES

Arrêté du Secrétaire d'Etat au Plan et à l'Economie Nationale du 28 février 1967, portant fixation des taux limites des marges bénéficiaires au secteur des tissus, de l'habillement, de la confection, de la bonneterie et de la mercerie.

Le Secrétaire d'Etat au Plan et à l'Economie Nationale;

Vu le décret du 12 août 1943, portant modification et refonte de la législation sur le contrôle des prix, le trafic clandestin et les fraudes sur titres de perception de denrées rationnées.